

## Les investissements nécessaires pour l'avenir : enjeux et déclinaison

### Déclaration du groupe de la CGT

La CGT se félicite que le débat public et notre assemblée traitent des investissements nécessaires pour permettre un développement économique alliant réponse aux besoins des populations et transition environnementale.

Sur un tel sujet, le travail du CESE dans son ensemble mériterait un traitement plus transversal pour dégager une vision stratégique globale que ne permet pas le traitement en silo. Les avis votés récemment sur les « filières stratégiques » ou le « Projet de Loi Climat », comme celui en cours sur les « investissements directs étrangers », ou d'autres plus anciens sur lesquels s'appuyer tels que celui sur « l'investissement productif » ou « l'accès au financement des TPE / PME » doivent faire sens. Par ailleurs, le choix du traitement de 2 focus (intéressants mais très différents, très techniques) sous le seul angle du financement, n'a pas toujours permis une mise en facteurs communs, ni de traiter certains aspects pourtant essentiels comme un véritable diagnostic/bilan ou la question de l'Energie en tant que filière pour une véritable politique industrielle, ...

Dans cette crise sanitaire qui se percute à de multiples autres, réémerge de manière nouvelle le caractère déterminant de l'intervention de l'Etat dans l'économie, via notamment une planification et des services publics, comme vecteur d'efficacité collective. Ou encore le maintien des capacités productives en lien avec les solidarités nécessaires.

Au travers d'audition riches, cet avis, tant sur la filière hydrogène qu'immobilière, se situe dans cette dynamique. Il permet aussi de démystifier certains poncifs comme les moyens et de la faisabilité de la rénovation de l'habitat.

Néanmoins il a du mal à sortir du carcan idéologique du « qui va payer et comment » le « quoi qu'il en coûte » ou celui de la compétitivité comme vecteur d'efficacité économique et sociale. Il ne sort pas suffisamment de ces mantras libéraux :

- Les contraintes, règlementations, normes qui entraveraient le bon fonctionnement du marché
- La mise en place de nouvelles aides publiques ou exonérations fiscales des entreprises
- Le transfert aux acteurs privés de la création et structuration de filières.

Or, les crises économique, sociale, environnementale sont une réalité qui appellent en urgence des réponses de rupture, en excluant de reproduire l'erreur de l'austérité et de la financiarisation.

Ainsi il n'y a pas à court terme de problème de la dette publique, du fait notamment de la faiblesse structurelle des taux d'intérêts. Cela plaide pour une relance de type nouveau qui pour la CGT passe par :

- Questionner la meilleure manière de dépenser efficacement l'argent public, en lien avec choix de priorisation sur des filières ou sur les dépenses immatérielles dans les capacités humaines (formation initiale et continue, transitions, recherches et développement,), en lien aussi avec la sécurisation des parcours, de l'emploi et des revenus

- Affirmer le caractère déterminant de la conditionnalité, de l'orientation, des critères des aides et investissements. C'est la raison pour laquelle nous demandons immédiatement la mise en place d'un pôle financier public

- Mêler les enjeux de répartition, et donc de fiscalité, avec l'enjeu monétaire, le rôle des banques et des banques centrales

- Obtenir des droits et pouvoirs nouveaux des populations et des travailleurs dans les choix

Diagnostic et constat sont en partie posés, mais les propositions pour une rupture non. La CGT s'est abstenue.